

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement

ED/CF

Le PRÉFET de MEURTHE-et-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

n° 2001.202

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu les arrêtés et récépissés n° 15 192 du 4 avril 1991, 16 701 du 19 décembre 1994, 16 839 du 12 avril 1995, 17 056 du 2 août 1996, 1998.430 du 18 novembre 1999 et 2000.444 du 4 juillet 2000 qui réglementent l'usine de fabrication de papier "Tissue" que la société KIMBERLY CLARK exploite à VILLEY SAINT ETIENNE ;

Vu les arrêtés ministériels des 6 janvier 1994 et 3 avril 2000 relatifs à l'industrie papetière ;

Vu le rapport FL/EH/1022/2000 du 4 décembre 2000 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 20 décembre 2000 ;

ARRETE

ARTICLE 1ER :

- 1.1. La société KIMBERLY CLARK S.N.C. est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de papier "tissue" d'une capacité de 72 000 tonnes/an, sur le territoire de la commune de VILLEY SAINT ETIENNE, lieu-dit "Champ Doriant".

...../.....

1.2. Les installations correspondant aux activités suivantes sont situées et installées conformément aux plans joints à la demande initiale et aux différentes extensions intervenues depuis lors.

Rubrique	Désignation de l'activité	Régime	Volume des activités
1156	Stockage d'oxydes d'azote	D	Q = 700 kg
1414.3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)	D	Alimentation des chariots élévateurs fonctionnant au GPL
1418	Dépôt d'acétylène dissous	D	Volume = 4 m ³
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des)	A	Produits chimiques = 172 tonnes
1530.1	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôt)	A	- Bobines mères + cartons = 60 000 m ³ - Produits finis = 59 000 m ³ - Pâte à papier = 2 000 tonnes
1720	Substances radioactives (utilisation, dépôt et stockage de) sous forme de sources scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003	D	1 unité
2260	Trituration de pâte à papier et de papier de récupération	A	P = 7 800 kW
2440	Fabrication du papier	A	Machine à papier de 254 t/j ou 72 000 t/an
2450	Impression graphique	A	> 200 kg d'encre/jour
2910	Installation de combustion au gaz naturel	A	Chaudière = 20,06 MW Brûleur = 36,94 MW
2920	Installation de compression d'air	A	3 compresseurs de 315 kW, soit 945 kW
2925	Atelier de charges ordinaires d'accumulateur	D	Puissance électrique \cong 300 kW

...../.....

1.3.

Tout projet de modification des conditions d'implantation ou d'exploitation devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une information de M. le préfet qui avise de la nécessité d'une nouvelle autorisation.

1.4. Réglementation générale

Les installations susvisées respectent les prescriptions du présent arrêté et celles qui ne lui sont pas contraires de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière.

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2- CLASSE DE FABRICATION DE PAPIERS

Le papier «tissue» (sanitaire domestique) est fabriqué à partir de fibres neuves et de vieux papiers, avec charge et sans produit de couchage correspondant à la classe 5 visée par l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 précité.

ARTICLE 3 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement notamment par la mise en œuvre de technologie propre, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

ARTICLE 4- CANALISATIONS DE TRANSPORT DE FLUIDES

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

...../.....

ARTICLE 5- CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6- RÉSERVES DE MATIÈRES CONSOMMABLES

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

II - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

ARTICLE 8 - STOCKAGES

8.1

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 600 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

...../.....

8.2

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

8.3

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à un pont bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

8.4

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

...../.....

ARTICLE 9 - RESERVOIRS

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression au moins égale à 5 cm d'eau
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - * porter l'indication de la pression maximale autorisée en service ;
 - * être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant vingt-quatre mois consécutifs.

Ces réservoirs doivent être équipés de manière que leur niveau puisse être vérifié à tout moment : toutes dispositions doivent être prises pour empêcher les débordements en cours de remplissage.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques, lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

III – PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

ARTICLE 10

10.1

Les eaux de process d'un volume de 17 000 m³ par jour sont prélevées dans la Moselle canalisée au pK = 363,500 et rejetées dans la Moselle au pK = 360,08 par l'intermédiaire d'une canalisation équipée d'un diffuseur.

Les installations de prélèvements d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

...../.....

10.2

La présente autorisation établie au titre des installations classées et au titre de la police des eaux ne dispense pas l'exploitant d'obtenir du Service de la Navigation de NANCY l'autorisation de prélèvement d'eau et d'occupation temporaire du domaine public pour l'ensemble des installations de prélèvement et de rejet situées sur ce domaine.

Les agents du Service de la Navigation doivent constamment avoir accès aux installations de rejet en sortie de station de traitement et au niveau de la Moselle. A ce point, un regard est aménagé sur la canalisation en berge pour permettre des prélèvements.

Ceux-ci pourront être effectués inopinément en vue d'analyses par un laboratoire agréé dans les effluents et dans les eaux réceptrices.

10.3

Les eaux de fabrication devront être recyclées le plus possible dans la mesure des contraintes de qualité de fabrication.

10.4

Les eaux de refroidissement seront totalement recyclées en accord avec les dispositions de l'instruction du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.

10.5

Les mesures internes et notamment l'emploi de traitements spécifiques, de produits moins polluants et des recyclages d'effluents doivent être favorisées au maximum.

10.6

Le réseau de collecte interne à l'établissement sera réalisé sur le mode séparatif.

IV – MAITRISE DE L'ENERGIE

ARTICLE 11 – LIMITATION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

...../.....

V – INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitation prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement,...).

VI – DECHETS

ARTICLE 13

13.1 - Principe

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il doit, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions.

13.2 - Stockages temporaires

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des infiltrations, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

...../.....

Les stockages temporaires avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux devront être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

13.3 - Elimination des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets dangereux générés par ses activités.

Dans ce cadre il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 14 - BOUES DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX

Les boues de la station de traitement des eaux sont, soit éliminées dans une décharge régulièrement autorisée à cet effet au titre de la législation des installations classées à recevoir des déchets industriels banals, soit valorisées dans l'industrie. En cas de valorisation agricole, celle-ci devra s'effectuer dans des conditions conformes à la norme NFU 44.041.

L'exploitant sera en mesure de le justifier à tout moment à l'inspecteur des installations classées.

Le recyclage des boues dans l'agriculture ne sera autorisé, à la demande de l'exploitant, qu'après une nouvelle autorisation instruite avec enquête publique.

VII - BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

15.2

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

...../.....

Les niveaux de bruit en limite de propriété ne devront pas dépasser :

- 65 dB(A) entre 7 h et 20 h
- 55 dB(A) entre 22 h et 6 h
- 55 dB(A) de 6 h à 7 h, de 20 h à 22 h pour les jours ouvrables
- 55 dB(A) de 6 h à 22 h, pour les dimanches et jours fériés.

15.3

En tant que de besoin, l'Inspection des Installations Classées pourra faire effectuer au frais de l'exploitant des campagnes de mesures acoustiques réalisées par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

VIII - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 16

16.1 - Traitement des effluents

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Elles sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Elles sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

En cas de dysfonctionnement de l'installation d'épuration entraînant des dépassements des maxima autorisés, les effluents seront stockés dans le bassin prévu à cet effet et ne pourront être rejetés au milieu naturel.

Au delà de 24 heures, l'exploitant devra proposer à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle toutes mesures permettant de respecter les normes de rejet définies ci-dessus.

...../.....

16.2 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

ARTICLE 17 - VALEURS LIMITES DE REJET

17.1 – Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible et les ouvrages de rejet permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles doivent se faire de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

La dilution des effluents est interdite.

17.2 - Points de prélèvements

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...)

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, quantité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à l'inspection des installations classées.

...../.....

17.3

Les valeurs limites de rejet d'eau sont compatibles avec les objectifs de qualité et la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du SDAGE.

17.4 – Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires sont traitées dans un ouvrage d'assainissement autonome avec avis conforme de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Elles sont rejetées dans le ruisseau du "Mauvais Lieu" avec l'accord de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt chargée de la police des eaux pour ce cours d'eau.

17.5 - Eaux pluviales

Les eaux de pluies sont rejetées dans le ruisseau du "Mauvais Lieu" en accord avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt. Le débit de rejet sera en moyenne de 300 l/s et ne sera jamais supérieur à 600 l/s.

Le réseau d'eau pluviale est équipé d'un bassin d'orage dimensionné et muni d'un seuil de rejet de façon à respecter les débits ci-dessus.

Les eaux de pluies devront avoir une teneur en hydrocarbures inférieure à 20 mg/l mesurée selon la norme NFT 90.114.

17.6 – Pollutions accidentelles

Toute pollution accidentelle sera immédiatement signalée dans tous les cas à l'inspection des installations classées et au Service de la Navigation. S'il s'agit d'une pollution du ruisseau du "Mauvais Lieu", elle sera également signalée à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Des dispositions seront prévues notamment par aménagement des sols des ateliers en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement de pâte, de produits chimiques, etc., ainsi que les égouttures diverses provenant d'opérations exceptionnelles ou normales effectuées sur les circuits des machines à papier.

La préparation et la manipulation des adjuvants (colles, résines, colorants, amidon, ...) de même que leur introduction sur machines seront effectuées à l'aide d'installations fixes. Le sol des emplacements où ces dernières seront regroupées sera aménagé de façon à pouvoir contrôler toutes fuites accidentelles. Le stockage de ces produits sera réalisé sur cuvette de rétention d'une capacité égale à au moins 50 % du volume des produits stockés.

Des dispositions seront prises pour le recyclage des fuites éventuelles de ces produits.

...../.....

Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers, etc. ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

17.7 – Effluents industriels

Les effluents issus de la station de traitement doivent respecter les limites suivantes :

*** Débit, température, pH, couleur des effluents rejetés :**

- . Débit journalier maxi : 17 000 m³/j
- . Température maxi : 35 ° C
- . pH compris entre : 5,5 et 8,5
- . Modification de couleur par rapport à 1 : < 100 mg Pt/l
(solution témoin platine-cobalt)

*** Valeurs limites en concentration :**

- . Azote global : concentration moyenne mensuelle : 30 mg/l
- . Phosphore total : concentration moyenne mensuelle : 10 mg/l
- . Indice phénol : concentration maxi : 0,3 mg/l
- . AOX : concentration maxi : 1 mg/l
- . HC totaux : concentration maxi : 10 mg/l

*** Valeurs limites en flux :**

Paramètre	Flux spécifique par tonne de papier produit Classe 5 (kg/t)	Flux massique	
		Moyenne mensuelle kg/j	Maxi journalier kg/j
MEST	1,5	381	762 1 016
DBO ₅	2	508	3 048
DCO	8	2 032	si le débit de la Moselle est > 12 m ³ /s 2 032 si < 12 m ³ /s

...../.....

*** Auto-surveillance - Fréquence des mesures**

Les paramètres définis ci après feront l'objet d'une auto-surveillance dans les conditions suivantes : en dehors des mesures en continu, les analyses porteront sur un échantillon moyen représentatif sur 24 h pour l'eau de sortie et d'entrée de la STEP.

		Méthode de référence
Débit	en continu	
Température	en continu	
pH	en continu	NFT 90.008
MEST	journalière	NF EN 872
DBO ₅	hebdomadaire	NFT 90.103
DCO	hebdomadaire	NFT 90.101
Azote global (Kjeldahl + Nitrites + Nitrates)	mensuelle mensuelle	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304.1, 10304.2, 13395 et 26777 NF EN ISO 10304.1, 10304.2, 13395 et FD 90045
Phosphore	mensuelle	NFT 90.023
AOX	mensuelle	NFT EN 1485
Hydrocarbures totaux	mensuelle	NFT 90.114
Indice phénol	annuelle	XPT 90.109
analyse benthique	annuelle	

Une vérification au moins annuelle sur le plan technique des résultats des analyses effectuées par l'exploitant ainsi que de bon fonctionnement du dispositif de prélèvement d'échantillon et de débit mètre sera confiée par celui-ci à un organisme agréé.

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à tous prélèvements ou mesures qui lui paraîtraient nécessaires, aux fins d'analyses par un laboratoire extérieur. Les frais afférents seront à la charge de l'exploitant.

...../.....

IX - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant,

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 19 - CHAUDIERE

19.1

Le combustible consommé sera exclusivement du gaz naturel. Tout changement de combustible devra faire l'objet d'une information de M. le Préfet qui avise de l'opportunité d'une nouvelle procédure de demande en autorisation.

19.2

Le générateur sera équipé des appareils suivants :

- un enregistreur de pression,
- un indicateur de la température des gaz à la sortie du générateur,
- un enregistreur de pression de vapeur sur le collecteur de départ,
- un dispositif indiquant soit le débit du combustible soit le débit du fluide caloporteur

...../.....

- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

Tous ces équipements devront être agréés par le Ministère de l'Industrie à l'exception des appareils de mesure de débit du combustible et du fluide caloporteur.

Les caractéristiques de construction et d'équipement de la chaufferie doivent permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à ne pas engendrer dans les zones accessibles à la population une teneur en produits polluants résultant de la combustion susceptible de dépasser les teneurs limites admissibles.

La chaudière est équipée d'une cheminée d'une hauteur de 30 m répondant aux exigences de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie et de l'arrêté ministériel du 3 août 2000.

19.3

La forme du conduit de fumée notamment dans sa partie la plus proche du débouché à l'atmosphère doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère.

19.4

Un tableau de périodes de ramonage sera affiché à la chaufferie.

19.5

L'exploitant tiendra à jour un livret de chaufferie.

Celui-ci doit contenir au moins les renseignements suivants :

- Nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation et éventuellement de l'entreprise chargée de l'entretien,
- caractéristiques du local de chaufferie, du générateur, de l'équipement de chauffe, caractéristiques du combustible préconisé par le constructeur, mesures prises pour assurer l'évacuation des gaz de combustion, le traitement des eaux, désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique,
- conditions générales d'utilisation de la chaleur,

...../.....

- pour les installations soumises à l'obligation de la visite périodique : résultat de contrôles de la combustion et du fonctionnement des appareils de réglage des feux et de contrôle, consignation des observations faites et des suites données,
- grandes lignes du fonctionnement et incidents importants d'exploitation, notamment consommation annuelle de combustibles.

19.6

La chaufferie est soumise aux dispositions des décrets du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW et du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

ARTICLE 20 – AUTRES INSTALLATIONS

20.1

Toutes dispositions sont prises afin de limiter au maximum les émissions d'odeurs susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

20.2

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'envol de papiers.

ARTICLE 21

21.1

Valeurs limites des rejets atmosphériques :

Poussières totales : la valeur limite de concentration doit être de 50 mg/Nm³

21.2

Une mesure annuelle des effluents atmosphériques sera effectuée par un organisme agréé.

...../.....

X – INCENDIE

ARTICLE 22 – PRINCIPES GENERAUX

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET PREVENTIVES

23.1

Les différents ateliers ou stockages présentant des risques d'incendie regroupés dans le bâtiment de production seront isolés entre eux par des murs coupe-feu de degré 1 heure, de même que le local de la chaufferie et le local de charges d'accumulateurs.

Les portes seront coupe-feu de degré 1 heure.

23.2

La toiture des bâtiments sera en matériaux incombustibles.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

23.3

Les bâtiments sont accessibles aux véhicules de pompiers sur au moins ½ périmètre par une voie d'une largeur d'au moins 4 m. Si cette voie est en cul-de-sac, elle devra permettre les demi-tours et croisements des engins.

23.4

Le bâtiment de production sera régulièrement débarrassé des poussières qui peuvent s'y accumuler.

23.5

Dans les bâtiments, il est interdit de fumer et tout travail par point chaud doit faire l'objet d'un permis de feu.

Les travaux d'entretien seront suivis d'une phase de surveillance de la zone d'au moins 2 heures.

...../.....

ARTICLE 24 – MOYENS DE LUTTE INCENDIE

24.1

L'installation est pourvue de moyens de lutte incendie adaptés aux risques à courir, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

24.2

Les moyens incendie déterminés au préalable avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours sont :

- un réseau incendie comprenant au minimum 12 hydrants dont 4 pouvant fonctionner simultanément assurant un débit de 240 m³/h sans altérer le fonctionnement des sprinklers recouvrant les ateliers de fabrication et de stockage
- une réserve d'eau incendie qui ne sera pas inférieure à 500 m³.

24.3

En outre, des détecteurs de fumées reliés à une alarme centralisée seront mis en place en différents points de l'usine.

24.4

Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

ARTICLE 25 – CONSIGNES ET PLAN D'INTERVENTION

L'exploitant élaborera des consignes incendie pour le personnel de l'usine spécifiant notamment les moyens d'alerte, la conduite à tenir en cas d'incendie, le numéro d'appel des pompiers, etc. et un plan d'intervention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et la Caserne des Sapeurs Pompiers de TOUL.

ARTICLE 26 - EXERCICES D'INCENDIE

Des exercices d'incendie seront réalisés au moins une fois par an pour expérimenter les consignes de sécurité et le plan d'intervention par le personnel de l'usine.

Des exercices incendie seront également réalisés avec la Caserne des Sapeurs-pompiers la plus proche suivant une périodicité déterminée en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours au moins une fois par an en collaboration avec les sapeurs pompiers du département.

...../.....

ARTICLE 27 – DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX BATIMENTS 48 et 49

Destinés au stockage des bobines de ouate, les bâtiments 48 et 49 sont constitués d'une structure métallique type "treillis" en tube galvanisé.

Les parois et la toiture sont composés d'une membrane en tissu industriel polyester enduit double face qui a fait l'objet d'un procès-verbal de classement au feu M2 n° 1365/94 du 23 décembre 1994 par le laboratoire central de la préfecture de police de PARIS.

3 poteaux d'incendie supplémentaires seront installés en périphérie de ce stockage.

ARTICLE 28 – EAUX D'INCENDIE

Les eaux d'incendie sont dirigées vers le bassin d'orage de 18 000 ³ existant.

XI – INSTALLATIONS ELECTRIQUES

ARTICLE 29

Les installations électriques sont réalisées et entretenues par un personnel qualifié avec un matériel approprié conformément aux dispositions du décret N° 88.1056 du 14 novembre 1988 et textes subséquents relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques et conformément aux règles de l'art.

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables (NFC 15-100 notamment).

Les appareils doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables (NFC 15-100 notamment).

L'exploitant doit établir sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives auxquelles s'applique l'arrêté du 31 mars 1980 portant règlement des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les rapports de contrôles des installations visées par les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 et du décret du 14 novembre 1988 doivent être transmis régulièrement à l'inspecteur des installations classées.

...../.....

XII – APPAREILS A PRESSION

ARTICLE 30

Les appareils à pression sont construits et équipés conformément aux dispositions :

- du décret du 2 avril 1926 portant règlement sur les appareils à vapeur,
- du décret du 18 janvier 1943 portant règlement sur les appareils à pression de gaz.

En plus des contrôles réglementaires périodiques par un organisme agréé, un contrôle annuel de tous les appareils à pression et les canalisations transportant des fluides sous pression, les tuyauteries et leurs accessoires seront réalisés par l'exploitant.

XIII - PROTECTION INDIVIDUELLE

ARTICLE 31

Des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par les produits stockés ou utilisés doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Lorsque la nature des produits stockés le justifie, des douches et des douches oculaires doivent être installées et maintenues en état de fonctionner en permanence.

XIV - APPAREILS DE DÉTECTION

ARTICLE 32

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

XV – SUBSTANCES RADIOACTIVES

ARTICLE 33

Le conditionnement des sources devra être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans les conditions normales d'emploi.

...../.....

En particulier, toutes dispositions seront prises en cas d'incendie pour que des substances ne puissent contaminer les eaux d'extinction.

Des panneaux réglementaires de signalisation d radioactivité seront placés de façon apparente sur le lieu d'utilisation.

Le conteneur de la source devra porter extérieurement en caractères très lisibles la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en curie et la date de mesure de cette activité.

Un contrôle des débits d'équivalent de dose doit être périodiquement effectué autour de l'installation, la source étant en position.

Les résultats de ces contrôles seront mentionnés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du travail.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle. Le rapport mentionnera la nature du radioélément, l'activité, le type et le numéro d'identification de la source scellée, le fournisseur, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

L'élimination des sources usées devra figurer sur le bilan annuel des déchets.

ARTICLE 34

Les prescriptions des arrêtés-types :

- n° 1156 (stockage d'oxydes d'azote)
- n° 1414 (installation de distribution de GPL)
- n° 1418 (dépôt d'acétylène dissous)
- n° 2925 (atelier de charge d'accumulateurs)

sont applicables.

ARTICLE 35

Les arrêtés et récépissés antérieurs sont abrogés.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 36 – Hygiène et santé des travailleurs

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre II) parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

...../.....

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 37 – Modification en cas d'accidents ou d'incidents

Par application de l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par le demandeur à l'exploitation et à ses annexes, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 38 – Transfert – Changement d'exploitant

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant ou de raison sociale, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 39 – Infraction aux dispositions de l'arrêté – Durée de validité

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, M. le préfet pourra décider que la remise en service sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 40 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Villey-Saint-Etienne et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

...../.....

2. un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3. un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 41 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 42 – Recours

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de :

- de deux mois à compter de la notification de la décision pour le demandeur ou l'exploitant,
- quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication pour les tiers.

ARTICLE 43 – Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de TOUL, M. le Maire de Villey-Saint-Etienne, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société KIMBERLY CLARK

et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ,
- Mme le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

NANCY, le 14 FÉV 2001
le préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Xavier DOUBLET